

la situation qui existe en Colombie-Anglaise à l'heure actuelle. Il a pris à l'égard de notre province la même attitude que son collègue le ministre du Travail à l'égard du Dominion dans son ensemble. Le ministre des Travaux publics a affirmé que les industries sont prospères et que la situation est bonne en Colombie-Anglaise. Il a fait surtout allusion à l'industrie forestière, aux pêcheries et aux mines, signalant l'énorme volume d'affaires qu'accusent ces diverses industries. C'est parfait. Je partage absolument l'avis du ministre des Travaux publics que la situation s'améliore sous certains rapports en Colombie-Anglaise. Mais, en quoi le Gouvernement a-t-il participé à cette amélioration? La situation s'est améliorée non pas du fait des mesures du Gouvernement, mais plutôt en dépit du Gouvernement. La Colombie-Anglaise possède des ressources naturelles énormes; nous développons ces richesses et c'est là le court et le long de toute l'histoire.

Fatalement ces ressources seront mises en valeur; un gouvernement ne saurait retarder plus d'un moment pareil développement. Or le ministre affirme: "Nous sommes responsables de cette situation",—du moins je suppose qu'il tiendrait ce langage. Le ministre du Travail a tenté d'établir qu'on était redevable au Gouvernement de la belle situation qu'il a exposée et je présume que le ministre des Travaux publics ferait de même. Mais qu'on me permette un mot touchant la situation dans le domaine de l'exploitation forestière. En quoi cette industrie doit-elle remercier le Gouvernement de sa prospérité? Elle n'y a nullement sujet. Cette industrie tire sa prospérité uniquement de son commerce d'exportation; le commerce intérieur n'y est pour rien. Le ministère ne saurait s'arroger le moindre mérite en ce qui touche au commerce d'exportation. Le pays peut lui être redevable d'un relèvement du commerce intérieur; mais en ce moment ce dernier n'a rien de remarquable. Le Gouvernement peut s'arroger le mérite de bien des choses; mais il n'ira pas prétendre que nous lui devons le canal de Panama, pas plus, du reste, que nos immenses forêts en Colombie-Anglaise; et, que je sache, il ne voudra pas s'attribuer la responsabilité du tremblement de terre au Japon. Voilà entre autres, divers éléments qui contribuent à créer la demande de nos produits forestiers. L'amélioration en question résulte de notre commerce d'exportation, en bois de construction principalement, et sont les obligés du ministère? Le ministre des Travaux publics voudrait prétendre, sans doute, que le Gouvernement est responsable de la surabondance extraordinaire du saumon "sockeye" dans les eaux septentrionales du Pacifique l'an dernier.

Voilà qui explique le relèvement notable du rendement de nos pêcheries l'année dernière; mais le Gouvernement n'y est pour rien du tout. Et puis il y a les mines en Colombie-Anglaise. Qu'est-ce que le Gouvernement a fait pour les mines? Il est vrai qu'on développe les mines; l'exploitation minière a repris de plus belle non pas en Canada seulement, mais ailleurs aussi; cependant, le Gouvernement ne nous vient aucunement en aide pour cette mise en valeur. Les gouvernements d'autres pays encouragent l'exploitation des richesses minières: au Sud-africain, par exemple, l'Etat subventionne les prospecteurs; mais le Gouvernement canadien ne fait rien du tout. Notre Gouvernement ne vient pas en aide à l'industrie minière; il ne fait même pas construire une fonderie sur le littoral du Pacifique, où l'on en a si grandement besoin; bref, le Gouvernement ne fait pas un geste pour encourager l'exploitation de nos mines. J'affirme que si l'industrie minière jouit d'une certaine prospérité, elle n'a pas à en remercier le Gouvernement actuel. Pour ce qui est des autres industries, la situation est mauvaise en Colombie-Anglaise. A ce propos je tiens à dire, avant d'aller plus loin, que le Gouvernement aurait pu aider nos industries en Colombie-Anglaise, en faisant disparaître les injustices qui caractérisent les tarifs de transport. Quelle a été la conduite du ministère vis-à-vis de ce problème? Selon moi, il n'a cherché qu'à s'y soustraire et il ne cessera pas d'agir de la sorte. Nos cultivateurs s'adonnent, par milliers, à l'aviculture. Que fait le Gouvernement pour les encourager? Rien, rien du tout. Les gens s'en plaignent. Il m'est parvenu des lettres et des télégrammes de diverses associations de l'Ouest. On fait des assemblées. Tout dernièrement quelque 15,000 aviculteurs se sont réunis en convention. Pourquoi? Parce que la situation de cette industrie est devenue des plus précaire à cause du tarif que maintient le Gouvernement actuel et parce que le Gouvernement reste là, inactif, sans faire un seul geste pour la sauver de la ruine. Voyons quelle est la vraie situation: les œufs qui entrent aux Etats-Unis sont frappés d'un droit de 8c.; le tarif canadien n'est que de 3c. Est-ce que cela est juste, est-ce loyal? Le moyen pour nos producteurs de subir la concurrence des aviculteurs américains lorsque ceux-ci peuvent jeter leur surplus d'œufs sur le marché canadien en payant un droit de seulement 3c. la douzaine tandis que nous ne pouvons exporter notre excédent aux Etats-Unis que sur paiement d'un impôt de 8c? Je maintiens qu'on devrait établir la parité entre les deux tarifs; il n'y a pas l'ombre d'une raison de ne pas le faire. Les œufs amé-